

**Accord collectif**

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS CADRES  
DES EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, DE VITICULTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE,  
DE PÉPINIÈRES, DES ETAF, DES CUMA  
(VENDEE)  
(10 mars 2006)**

ACCORD DU 10 MARS 2006 (1)

NOR : AGRS0697118M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vendée ;

Le syndicat des horticulteurs et pépiniéristes de la Vendée ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires de la Vendée ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole,

D'une part, et

L'union départementale de la Vendée FGA-CFDT ;

L'union départementale de la Vendée CFE-CGC ;

L'union départementale de la Vendée CGT-FO ;

L'union départementale de la Vendée CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord s'applique dans les établissements de la Vendée des entreprises et exploitations relevant des activités suivantes :

- élevage ;
- polyculture ;
- viticulture ;
- maraîchage ;

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

- horticulture ;
- pépinières ;
- travaux agricoles ;
- coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Il bénéficie aux salariés relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952.

## Article 2

### *Incapacité temporaire*

Les cadres en arrêt de travail bénéficient d'indemnités journalières complémentaires prévues par la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 :

- dès le 1<sup>er</sup> jour en cas d'accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle et aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales ;
- à partir du 21<sup>e</sup> jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée et aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

Le présent accord permet aux salariés cadres de bénéficier d'indemnités journalières complémentaires dès le 4<sup>e</sup> jour en cas de maladie ou d'accident de la vie privée avec des taux d'indemnisation identiques à ceux de la convention du 2 avril 1952.

## Article 3

### *Cotisations*

La garantie d'incapacité temporaire est financée par les cotisations suivantes :

	TRANCHE A		TRANCHE B	
	Part patronale	Part salariale	Part patronale	Part salariale
IJ 4 <sup>e</sup> au 10 <sup>e</sup> jour	0	0,18	0	0,31
IJ 11 <sup>e</sup> au 20 <sup>e</sup> jour	0,11	0,01	0,27	0,02
Total	0,11	0,19	0,27	0,33

## Article 4

### *Organisme gestionnaire*

La gestion de la garantie est assurée par la CPCEA, institution de prévoyance, sise 21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

## **Article 5**

### *Date d'effet*

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006 pour une durée indéterminée, sous réserve de l'extension.

## **Article 6**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent accord peut faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation partielle ou totale à la demande de l'une des parties, au moins 2 mois avant le terme de chaque année civile, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée, d'une part, aux autres parties signataires et, d'autre part, au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Vendée, sise 185, boulevard du Maréchal-Leclerc, BP 787, 85020 La Roche-sur-Yon.

Les conditions et modalités de la mutualisation de ces garanties seront, en tout état de cause, réexaminées selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans conformément à l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

En cas de dénonciation de l'accord, ou en cas de changement d'organisme assureur, il sera négocié avec le nouvel assureur les modalités de revalorisation des prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation.

## **Article 7**

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord à toutes les exploitations et entreprises situées dans son champ professionnel d'application.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 10 mars 2006.

(Suivent les signatures.)